

**Art. 4.** Ne pas payer la facture de l'abonnement dans les 8 semaines après facturation par le collecteur agréé, est considéré comme renoncer à l'abonnement envers le présentateur de l'abonnement.

Dans ce cas, la collecte et la transformation seront effectuées automatiquement par le collecteur agréé à un prix par prestation. Le tarif maximal prescrit dans l'agrément du collecteur peut alors être appliqué.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012, et est valable jusqu'au 31 décembre 2012.  
Bruxelles, 20 mars 2012.

Le Ministre flamand de l'Environnement, la Nature et de la Culture  
J. SCHAUVLIEGE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 1086

[C - 2012/31168]

**15 DECEMBRE 2011. — Arrêté 2008/1149 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, notamment article 2, l'article 42;

Vu le protocole n° 2007/19 relatif à l'accord sectoriel 2005-2006 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 6 juin 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 octobre 2008;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 20 octobre 2008;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé de la Fonction publique, donné le 23 octobre 2008;

Vu le protocole d'accord n° 2009/22 du Comité de secteur XV du 11 décembre 2009;

Vu l'information transmise au Ministre fédéral des Pensions en date du 28 juillet 2011;

Vu l'avis n° 50.480/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 2011 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, les mots suivants sont supprimés : « 2) le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelles des personnes handicapées ».

**Art. 3.** La sous-section 2 – "Autres allocations" de la section 8 "Rétribution du personnel" du chapitre II "régime organique" de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, tel que modifié par l'arrêté 2003/251 du Collège du 11 mars 2004, est remplacée par les dispositions suivantes :

"Sous-section 2. — Allocation de fin d'année

**Art. 42.** Pour l'application des dispositions de la présente sous-section, il faut entendre par :

1° "rémunération", tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte non tenu des augmentations ou de diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2° "rétribution", la rémunération telle qu'elle est visée au 1° augmentée éventuellement de l'allocation de foyer ou de résidence;

3° "rétribution brute", la rétribution telle qu'elle est visée au 2°, compte tenu des augmentations ou de diminutions dus aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

4° "période de référence", la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre de l'année considérée.

**Art. 42/1 § 1<sup>er</sup>.** Les membres du personnel bénéficient d'une allocation de fin d'année aux conditions et modalités fixées dans la présente sous-section.

**§ 2.** Le membre du personnel qui, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, a perçu la totalité de sa rémunération pendant toute la période de référence, bénéficie de la totalité du montant de l'allocation de fin d'année prévue à l'article 44.

**§ 3.** Si le membre du personnel, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes, n'a pas perçu la totalité de sa rémunération visée au § 2, il bénéficie d'une allocation de fin d'année dont le montant est réduit au prorata de la rémunération qu'il a effectivement perçue.

**§ 4.** Si durant la période de référence, le membre du personnel titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes ou incomplètes:

1° a bénéficié d'un congé parental;

2° n'a pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire,

ces périodes sont assimilées à des périodes durant lesquelles il a bénéficié de la totalité de sa rémunération.

**Art. 42/2 § 1<sup>er</sup>.** Le montant de l'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

§ 2. Le montant de l'allocation de fin d'années se calcule comme suit :

1° pour la partie forfaitaire :

Le montant de la partie forfaitaire est fixé à 335,06 EUR.

Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice-pivot 138,01 et sera indexé de la même manière que le traitement dû pour le mois d'octobre de l'année en cours.

2° pour la partie variable:

La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 3. Si le membre du personnel n'a pas bénéficié de sa rétribution pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rétribution annuelle brute à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation, est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rétribution pour ce mois, si elle avait été due.

§ 4. Pour le membre du personnel qui bénéficie de la rémunération garantie conformément à l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des services publics fédéraux, le montant à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de l'allocation de fin d'année est celui de la rémunération garantie.

§ 5. L'allocation de fin d'année est soumise aux retenues prévues en application des dispositions de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sauf pour les bénéficiaires qui sont exclusivement soumis au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé.

§ 6. L'allocation de fin d'année est payée pendant le mois de décembre de l'année considérée.

**Art. 4.** Il est inséré dans le chapitre II "régime organique", section VIII "Des rétributions garanties", du même arrêté, une sous-section 3 rédigée comme suit:

"Sous-section 3. — Autre allocation

Art. 42/3. L'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer et de résidence au personnel des ministères ou toute autre disposition qui le modifierait est d'application aux membres du personnel".

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 6.** Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 15 décembre 2011.

Pour le Collège :

Christos DOULKERIDIS,  
Président du Collège

Emir KIR,  
Membre du Collège  
en charge de la Formation professionnelle

VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 1086

[C - 2012/31168]

**15 DECEMBER 2011. — Besluit 2008/1149 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, met name artikel 22;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, met name artikel 2, artikel 42;

Gelet op het protocol nr. 2007/19 met betrekking tot het sectoraal akkoord 2005-2006 van Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van het Beheercomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 6 juni 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 oktober 2008;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting, gegeven op 20 oktober 2008;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt, gegeven op 23 oktober 2008;

Gelet op het protocolakkoord nr. 2009/22 van het Sectorcomité XV van 11 december 2009;

Gelet op de informatie overgezonden aan de Federaal Minister van Pensioenen op 28 juli 2011;

Gelet op het advies nr. 50.480/2 van de Raad van State, gegeven op 16 november 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Beroepsopleiding;  
Na beraadslaging,  
Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, met toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van deze Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, worden de volgende woorden geschrapt : « 2) het Franstalig Brussels Fonds voor sociale en professionele integratie van gehandicapten ».

**Art. 3.** De onderafdeling 2 - « Andere toelagen » van de afdeling 8 « Bezoldiging van het personeel » van hoofdstuk II « organieke regeling » van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd door het besluit 2003/251 van het College van 11 maart 2004, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Onderafdeling 2. — Eindejaarspremie

**Art. 42.** Voor de toepassing van de bepalingen van deze onderafdeling, dient te worden verstaan onder :

- 1° « bezoldiging », iedere wedde of vergoeding, ieder loon die in de plaats van de wedde of het loon komt, met inbegrip van de verhogingen of verminderingen door schommelingen van de index der consumptieprijzen;
- 2° « vergoeding », de bezoldiging zoals bedoeld in 1° eventueel verhoogd met de hard- of standplaatstoelage;
- 3° « brutovergoeding », de vergoeding zoals bedoeld in 2°, met inbegrip van de verhogingen of verminderingen door schommelingen van de index der consumptieprijzen;
- 4° « referentieperiode », de periode van 1 januari tot 30 september van het betreffende jaar.

**Art. 42/1 § 1.** De personeelsleden genieten een eindejaarspremie onder de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld in deze onderafdeling.

**§ 2.** Het personeelslid dat, als houder van een functie die volledige prestaties omvat, tijdens heel de referentieperiode de totaliteit van zijn bezoldiging heeft ontvangen, geniet van heel het bedrag van de eindejaarspremie voorzien in artikel 44.

**§ 3.** Indien het personeelslid, als houder van een functie die volledige of onvolledige prestaties omvat, niet heel zijn bezoldiging heeft ontvangen zoals bedoeld in § 2, geniet hij een eindejaarspremie waarvan het bedrag pro rata verminderd wordt met de bezoldiging die hij daadwerkelijk heeft ontvangen.

**§ 4.** Indien tijdens de referentieperiode het personeelslid dat houder is van een functie die volledige of onvolledige prestaties omvat :

- 1° een ouderschapsverlof heeft genoten;
- 2° niet in functie kon treden of zijn functies onderbroken heeft wegens verplichtingen die op hem rusten krachtens de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in de twee gevallen van de disciplinaire wederoproeping, deze perioden zijn gelijkgesteld aan perioden tijdens dewelke hij zijn hele bezoldiging heeft genoten.

**Art. 42/2 § 1.** Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit een forfaitaire gedeelte en een variabel gedeelte.

**§ 2.** Het bedrag van de eindejaarspremie wordt berekend als volgt :

1° voor het forfaitaire gedeelte :

Het bedrag van het forfaitaire gedeelte wordt vastgesteld op 335,06 EUR.

Dit bedrag is verbonden met de schommelingen van de spilindex 138,01 en zal worden geïndexeerd op dezelfde manier als de verschuldigde wedde voor de maand oktober van het lopende jaar.

2° voor het variabele gedeelte :

Het variabele gedeelte bedraagt 2,5 p.c. van de bruto jaarlijkse vergoeding die als basis heeft gediend bij de berekening van de vergoeding verschuldigd aan de begunstigde voor de maand oktober van het betreffende jaar.

**§ 3.** Indien het personeelslid niet genoten heeft van zijn vergoeding voor de maand oktober van het betreffende jaar, is de bruto jaarlijkse vergoeding die in aanmerking dient te worden genomen voor de berekening van het variabele gedeelte van de premie de vergoeding die als basis zou gediend hebben om zijn vergoeding voor deze maand te berekenen, indien deze verschuldigd zou zijn geweest.

**§ 4.** Voor het personeelslid dat de gewaarborgde bezoldiging geniet overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de federale overheidsdiensten, is het bedrag dat in aanmerking dient te worden genomen voor de berekening van het variabele gedeelte van de eindejaarspremie dat van de gewaarborgde bezoldiging.

**§ 5.** De eindejaarspremie wordt onderworpen aan de inhoudingen voorzien met toepassing van de bepalingen van de wet van 27 juni 1969 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, behalve voor de begunstigten die uitsluitend onderworpen zijn aan het verplichte verzekeringsstelsel tegen ziekte en invaliditeit, sector van de gezondheidszorg.

**§ 6.** De eindejaarspremie wordt betaald tijdens de maand december van het betreffende jaar.

**Art. 4.** In hoofdstuk II « organieke regeling », afdeling VIII « Gewaarborgde vergoedingen » van hetzelfde besluit wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, opgesteld als volgt :

« Onderafdeling 3. — Andere toelage

**Art. 42/3.** Het Koninklijk besluit van 30 januari 1967 tot toekenning van een hard- of standplaatstoelage aan het personeel van de ministeries of iedere andere bepaling die dit zou wijzigen is van toepassing op de personeelsleden ».

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

**Art. 6.** Het Lid van het College belast met Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 15 december 2011.

Voor het College :

Christos DOULKERIDIS,  
Voorzitter van het College

Emir KIR,  
Lid van het College  
bevoegd voor Beroepsopleiding